

**Japon - Point de presse de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
à la Maison franco-japonaise**  
(Tokyo, 29 janvier 2018)

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Monsieur le Président, merci de vos mots chaleureux. Je ne savais pas que nous avions le creuset de l'Histoire en commun. Je suis ravi de le découvrir. Comme vous le voyez, l'Histoire mène à tout, y compris à des fonctions ministérielles.

Je suis heureux d'être ici à la Maison franco-japonaise, lieu exceptionnel qui fait vivre le dialogue entre nos deux pays. Au moment de prendre la parole, j'ai une pensée pour les fondateurs de cette maison que vous avez cités, Shibusawa Eiichi, le père de la modernisation de l'économie japonaise, et Paul Claudel, ambassadeur de France au Japon de 1921 à 1927.

Entre, finalement, poésie et industrie : voilà un double patronage qui exprime la richesse et la diversité de nos liens, alors que nous fêtons le 160<sup>ème</sup> anniversaire de nos relations diplomatiques !

En 1924, la France et le Japon se dotaient de cet outil hors du commun pour nos échanges intellectuels. Ils se poursuivent aujourd'hui et je suis honoré de pouvoir y contribuer en prenant la parole devant vous. Ces échanges ne pourraient avoir lieu sans ceux dont c'est la tâche de les faire vivre au fil des évolutions de nos pays. Je tiens à donc saluer chaleureusement les membres de la Fondation «Maison franco-japonaise» qui nous accueille ce matin : elle abrite l'un des plus anciens Instituts français de recherche à l'étranger du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Près de 120 chercheurs français ont séjourné ici depuis sa création. C'est leur passion qui nous permet d'approfondir sans cesse la compréhension mutuelle de nos sociétés, et de l'offrir en retour à nos concitoyens. C'est une action à laquelle contribuent également les 27 sociétés savantes franco-japonaises liées à cette maison, dont certaines remontent elles aussi aux années 1920. Enfin, je n'oublie pas que se trouve ici la plus importante bibliothèque française d'Asie, gratuite et ouverte à tous ceux qui souhaitent aller à la rencontre des trésors de notre langue.

Depuis mon arrivée vendredi, j'ai eu de longs échanges avec les autorités japonaises. Avec mon homologue, la ministre de la défense, j'ai pu rencontrer le ministre des affaires étrangères et le ministre de la défense, ainsi que le premier ministre Shinzō Abe. J'ai aussi rencontré des chefs d'entreprises français et japonais, hier soir, et j'en verrai aussi aujourd'hui. Dans tous ces échanges, je suis frappé par le très grand intérêt que portent nos amis japonais à la situation de la France et à ses évolutions les plus récentes. C'est à cette image actuelle de la France, à la manière dont nous concevons la situation internationale, dont nous envisageons

notre relation avec l'Asie et le Japon, que je voudrais consacrer mon intervention devant vous.

Nous avons beau être séparés par des océans, nous partageons le sentiment que le monde est devenu, en quelques années, beaucoup plus incertain et plus risqué. Des repères s'effacent, des tendances nouvelles apparaissent. Nous traversons une phase de transition géopolitique qui voit la puissance se redistribuer à l'échelle mondiale. Nous vivons certainement l'époque la plus instable depuis la fin de la guerre froide.

Les signes les plus manifestes de cette situation, ce sont d'abord la répétition de crises violentes et leur inscription dans la durée. A cet égard, et en raison même du caractère interdépendant du monde, et interdépendant de l'économie, le caractère régional des crises - en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, ou à l'Est du continent européen - ne peut occulter les conséquences globales dont elles sont porteuses.

Autre signe manifeste de cette situation, la mise en cause du système de règlement international des conflits, la contestation de facto de normes que l'on avait pu croire reconnues et agréées, notamment sur la gestion des espaces communs - je pense en particulier au régime de non-prolifération chimique ou nucléaire, ou au principes fondamentaux des processus de paix.

C'est aussi le comportement difficilement prévisible de certains acteurs, ou plutôt de certains acteurs majeurs, et par conséquent, la difficulté où se trouvent les Etats pour rechercher une plus grande unité de vues, ou de destin face à des logiques de puissance, face même à des tentations hégémoniques de plus en plus affirmées.

En un mot, le niveau de conflictualité n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de la Guerre froide, alors que le monde n'a jamais été aussi interdépendant. C'est une forme de contradiction majeure. La coopération, malgré la mondialisation, est devenue moins évidente ; avec la remise en cause croissante des règles multilatérales, les tentations du repli, ou de l'unilatéralisme. Dans ce contexte, quel rôle veut jouer la France et à quelles conditions peut-elle agir de façon crédible ?

A chacun de mes déplacements à l'étranger - et ils sont nombreux - je fais le même constat : l'élection du Président de la République a eu un impact majeur sur l'image de notre pays. Le message de la France, comme puissance d'équilibre et puissance qui apporte des solutions, a désormais une crédibilité renforcée ; mais la France est aussi vécue à nouveau comme une terre d'entreprises, comme un lieu d'opportunités économiques ; et maintenant, comme un pays où il faut être. D'une certaine manière, c'est le moment France. Et cela change tout.

Mais pour promouvoir cette vision, la France doit être une puissance qui compte. Qui compte sur le plan diplomatique, militaire mais aussi sur le plan économique. C'est le sens du projet de transformation économique et sociale dans lequel nous sommes engagés depuis l'élection présidentielle et la nomination du gouvernement : il s'agit à la fois de libérer les énergies, de créer les opportunités nouvelles pour les entrepreneurs et pour notre jeunesse et, dans le même élan, de garantir la puissance de notre pays sur la scène internationale. Nous pouvons avoir une diplomatie agile et convaincante ; nous pouvons avoir des forces armées parmi les

meilleures au monde ; mais cela ne peut suffire sans la puissance, l'influence, l'image positive que procure une économie dynamique et innovante, et qui permet de peser concrètement dans les rapports de force internationaux. Les réformes que mène le gouvernement français aujourd'hui sous l'impulsion du Président Macron, visent justement à répondre à cette exigence. Ces réformes, nous les conduisons selon deux priorités :

D'abord, restaurer la compétitivité de l'économie française pour renouer avec une croissance forte et durable. C'est le sens de la réforme du marché du travail qui a été adoptée à l'automne. C'est aussi le sens des mesures fiscales mises en oeuvre. L'ensemble visant à faire en sorte que nous nous adaptions aux évolutions économiques et technologiques accélérées que connaît l'environnement international. Et puis, après ces premières réformes viendront d'autres réformes menées de manière intensive par le gouvernement avec aussi le soutien de l'opinion.

La deuxième priorité justement, c'est l'attractivité de notre territoire pour les investisseurs. Là aussi le gouvernement est à l'initiative avec l'élaboration d'un grand plan d'investissement de près de 57 milliards d'euros dont le Premier ministre a présenté les orientations récemment dont 13 milliards consacrés à l'innovation.

L'organisation du sommet « Choose France » constitue une illustration par les faits de l'image renouvelée dont dispose la France auprès des décideurs économiques internationaux. L'annonce par Toyota à cette occasion de nouveaux investissements à Valenciennes s'inscrit dans cette dynamique.

Au-delà des investissements financiers, nous souhaitons aussi donner envie, créer du désir de France, à davantage d'étudiants, de chercheurs, d'artistes, mais aussi de touristes, pour qu'ils viennent découvrir notre pays saisir les opportunités qu'il peut leur offrir.

Dans ce contexte, le continent asiatique représente pour la France un enjeu majeur, à la mesure de ce que l'Asie signifie aujourd'hui pour la croissance mondiale comme pour les équilibres internationaux. Cet engagement tient d'abord à la géographie de nos intérêts de sécurité et de notre activité économique. Je parlais des océans qui nous séparent il y a un instant. Ce n'est pas tout à fait exact. La France n'est pas seulement un pays européen, elle est aussi une nation qui appartient à ce que le gouvernement japonais appelle l'espace indopacifique.

Quelques faits suffisent à rappeler cette réalité. L'essentiel de notre zone économique exclusive, vaste de 11 millions de km<sup>2</sup>, se trouve dans le Pacifique (62 %) et dans l'océan Indien (24 %). Plus d'un million et demi de citoyens français y vivent, que ce soit dans nos territoires ou dans d'autres pays où ils ont fait le choix de s'installer.

De tels intérêts de souveraineté justifient que la France s'engage en Asie à trois niveaux : la sécurité et les enjeux stratégiques ; le dialogue politique et les partenariats économiques.

On tend parfois à l'oublier, mais la France est présente militairement dans la région ; nous sommes même le seul pays européen à déployer ainsi des forces de façon permanente. Nous

sommes même en colocation à Djibouti avec les forces japonaises. Nous pouvons ainsi agir en propre, notamment dans le domaine de la sécurité maritime. C'est une préoccupation que nous partageons avec le Japon, à travers les escales de nos bâtiments, je pense à la mission Jeanne d'Arc l'année dernière ; je pense aussi aux exercices conjoints comme celui qui nous a réunis en mer du Japon avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis en mai dernier. A cela s'ajoute notre vigilance à l'égard de la liberté de circulation en mer, telle qu'elle est garantie par le droit international, une liberté que nous ne manquons jamais d'exercer concrètement, lorsque c'est nécessaire.

A ces coopérations s'ajoute le dialogue politique que nous entretenons avec les grandes démocraties de la région. Avec elles, nous partageons des valeurs et une conception semblable de l'ordre international. Nos échanges n'ont eu de cesse de s'intensifier ces dernières années, que ce soit avec l'Inde, l'Australie, et bien sûr ici même au Japon. C'est, je crois, la force de la France de pouvoir parler ainsi à tous les acteurs afin de contribuer à l'équilibre d'une région qui fait face à des défis considérables. La stabilité internationale dépend très directement de cet équilibre.

Nous nous engageons également à titre national et sur le plan européen dans les mécanismes régionaux. L'effort le plus avancé en Asie en faveur d'une intégration régionale, c'est l'ASEAN qui l'incarne. C'est un projet que la France et l'Europe soutiennent depuis l'origine. Avec le temps, l'ASEAN a su tirer les conséquences des changements politiques et intégrer en son sein des pays autrefois adversaires : c'est la preuve que les conflits ne sont pas irréductibles et qu'en Asie comme ailleurs, à l'affrontement peut succéder une paix durable. Ce choix du dialogue et de la concertation il y a cinquante ans doit continuer à nous inspirer aujourd'hui.

Enfin, ces différents dialogues politiques se nourrissent d'échanges économiques de plus en plus riches, à la mesure de la place qu'occupe l'Asie dans une économie globalisée. A la mesure aussi des initiatives qui foisonnent dans la région et qui visent à accélérer le rythme des échanges, au sein de l'espace asiatique et avec les continents voisins. Le chemin parcouru est déjà considérable. Le développement des infrastructures qui assurent les interconnexions et les liens humains ont connu une accélération spectaculaire ces dernières années.

A ce propos, je voudrais dire un mot de la manière dont nous envisageons notre relation avec la Chine dans ce domaine. J'ai eu l'occasion d'accompagner le Président Macron dans son déplacement d'Etat à Pékin au début de cette année. Cela a été l'occasion de fixer clairement les principes du partenariat que nous souhaitons développer dans les années à venir avec ce pays. J'en retiens le principe d'équilibre et d'ouverture réciproque que le Président de la République a mis en avant, s'agissant de l'accès au marché pour nos entreprises, de la préservation d'un certain nombre de secteurs stratégiques. Il en va ainsi aussi de notre manière de considérer l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie. Pour être viables, pour être des instruments réels de développement et non les moyens d'une nouvelle hégémonie, les routes de la soie doivent fonctionner à double sens. Comme une route normale. Elles doivent être le lieu d'une coopération équilibrée, respectueuse d'un certain nombre de normes environnementales, sociales, financières, indispensables au développement. C'est le discours qui a été tenu par le Président Macron à Pékin.

L'Asie se développe. Elle est un pôle fondamental autour duquel de nouveaux équilibres se dessinent, mais comme l'Europe, le continent asiatique n'est pas à l'abri des crises.

Je pense bien sûr à la menace que représente la prolifération nucléaire et balistique nord-coréenne. Les développements de ces derniers mois ont marqué une rupture, un changement d'échelle, un changement de nature dans une crise qui menace la sécurité régionale et qui viole les normes dont dépend la stabilité internationale. La France a condamné ces actes injustifiables et illégaux en appelant au durcissement du régime de sanctions prises au conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à la pleine mise en oeuvre des sanctions existantes. C'est de notre point de vue la seule manière de faire renoncer Pyongyang à ses programmes proliférants, de les démanteler de façon complète, irréversible et vérifiable. La reprise du dialogue entre la Corée du Nord et la Corée du Sud à l'occasion des Jeux olympique est bien sûr un signe positif, mais force est aussi de constater que Pyongyang refuse toujours de discuter de l'abandon de ses programmes nucléaire et balistique. La voie des sanctions reste donc la seule méthode efficace pour faire revenir la Corée du Nord à la table des négociations. Je veux le dire devant vous avec force : la France est pleinement solidaire du Japon et se tient à vos côtés face à cette menace.

Je pense aussi à la menace que constituent les groupes terroristes présents en Asie. C'est un facteur d'insécurité et d'instabilité qui exige une action concertée de notre part à tous. J'ai eu à ce propos des échanges importants avec les autorités japonaises. Dans ce domaine, les préoccupations sécuritaires doivent se doubler et même être guidées par un travail politique afin de garantir l'unité et la résilience des sociétés face à une idéologie et des groupes terroristes qui se nourrissent des divisions et des conflits internes à nos sociétés.

Mesdames et Messieurs,

Les crises d'aujourd'hui sont multidimensionnelles, combinant bien souvent des enjeux politiques, économiques, démographiques et désormais climatiques. J'insiste sur cette dernière dimension : les crises et les catastrophes naturelles actuelles le démontrent déjà de façon tragique. Elles ne cesseront de s'accroître si nous n'agissons pas de façon résolue et organisée. Vous connaissez l'engagement de la France sur le sujet du changement climatique, sa mobilisation sans faille pour que l'accord de Paris soit mis en oeuvre, et je suis heureux de la convergence totale entre la France et le Japon sur ce point.

Face aux défis globaux du siècle en cours, seules la coopération, l'action multilatérale permettent d'élaborer des règles reconnues et acceptées par tous, elles instaurent un cadre légitime indispensable à la prévisibilité et à la transparence du système international, un cadre qui rend possible la confiance entre les Etats, une confiance sans laquelle il ne peut y avoir d'entente durable.

J'en viens à présent à notre relation avec le Japon. Ce qui me frappe, comme lors de mes précédentes visites ici, c'est à la fois la confiance mutuelle dans nos échanges et l'extraordinaire richesse de notre coopération. Elle n'a eu de cesse de s'accélérer dans tous les domaines depuis une trentaine d'années. Peut-être certains d'entre vous se souviennent-ils de la visite du Président François Mitterrand à Tokyo en 1982. C'est elle qui avait donné le coup

d'envoi à ce nouvel élan qui a abouti à ce qu'on appelle aujourd'hui notre partenariat d'exception. J'étais déjà député. Cela ne nous rajeunit pas.

Le Japon souhaite aujourd'hui s'impliquer davantage sur la scène internationale. C'est une chance dans un monde à la recherche de nouveaux équilibres ; c'est l'occasion de développer de nouvelles coopérations notamment en matière de maintien de la paix ou de soutien à des initiatives de sécurité collective, comme la force conjointe du G5 Sahel. J'ai déjà cité quelques exemples de coopération stratégique mais je veux aussi mentionner des domaines de pointe comme la cybersécurité ou le spatial. Ces domaines conditionnent directement les nouveaux enjeux de la sécurité collective au XXIème siècle.

En matière commerciale, l'Union européenne et le Japon ont finalisé un accord de partenariat économique. C'était un objectif de longue date pour la diplomatie européenne - je n'oublie pas que c'est ici, à Tokyo, que fut construite la première délégation de l'Union européenne dans un pays partenaire. Cet accord est décisif à deux niveaux : d'abord, il va permettre de lever les obstacles qui freinent encore nos échanges : à terme, ce seront 97 % des produits européens qui pourront être exportés au Japon sans droits de douane. Je pense notamment aux produits de notre filière agroalimentaire ou à ceux de notre industrie de santé. Pour le Japon, cet accord est gagnant-gagnant, parce qu'avec la première puissance commerciale au monde, l'Europe permettra l'accès à un marché considérable.

Deuxièmement, à une époque où l'ouverture est extrêmement critiquée, y compris dans nos opinions, où les tensions s'exacerbent entre grandes puissances commerciales, c'est la preuve par les faits que la mondialisation a besoin de règles pour fonctionner de façon pérenne et juste. A cet égard, la concomitance en 2019 de nos présidences du G7 et du G20 nous donnera l'occasion de faire valoir la nécessité d'une gouvernance mondiale plus efficace. C'est un défi majeur qui exige des réponses urgentes afin de remédier aux excès de la mondialisation et aux instabilités qui en résultent, qu'il s'agisse de pratiques commerciales déloyales, de la transition écologique de nos modes de productions ou de lutter contre les inégalités qui ne cessent de s'accroître.

C'est dans ce cadre que nous souhaitons renforcer encore davantage nos échanges commerciaux et la coopération entre nos acteurs économiques. Notre relation est déjà conséquente dans ce domaine. Le Japon est notre deuxième partenaire commercial asiatique et nous sommes le troisième investisseur étranger au Japon, avec 420 filiales d'entreprises françaises présentes dans votre pays. Les entreprises japonaises investissent elles aussi en France, comme le montre l'annonce faite en début de semaine par Toyota. Elles sont 490 sur notre territoire.

Nos entreprises ont construit ensemble de superbes succès. Je pense en particulier à Renault-Nissan-Mitsubishi, qui est devenu numéro un mondial des ventes d'automobiles individuelles cette année. Je parlais en commençant de la double inspiration industrielle et poétique sous laquelle était placée notre amitié. Mais quand le poète est aussi diplomate, comme Paul Claudel, il peut aussi se faire champion de l'industrie ! Vous savez peut-être que l'auteur du Soulier de Satin avait écrit à mon prédécesseur de l'époque, Aristide Briand, pour recommander - c'était il y a longtemps - que Renault s'implante au Japon en s'alliant à un industriel japonais ! C'est un bel exemple d'anticipation des diplomates. Comme il y en a beaucoup dans la salle, je leur fais ce compliment. En tout cas, je le cite : « le moment me

semble venu pour une de nos grandes maisons françaises, la maison Renault par exemple, de s'établir au Japon en alliance avec une société du pays. ». C'était le 13 avril 1927.

C'est pourquoi je souhaite que notre ambassade soit la première maison des entreprises françaises au Japon grâce au travail de coordination de l'ensemble des acteurs concernés sur le terrain. Je sais, monsieur l'ambassadeur, que vous vous investissez avec passion dans cette fonction comme pour la promotion touristique de notre pays. Au fil des années, nous avons appris à faire connaissance dans nos musées, dans les hauts-lieux de notre patrimoine, avec les nombreux touristes japonais venus à notre rencontre. Nous souhaitons vous accueillir encore plus nombreux, à Paris mais aussi dans nos régions.

Ma conviction, c'est que l'attractivité de la France commence ici même, grâce à notre présence au Japon. Je pense à l'action remarquable de notre diplomatie culturelle dont le réseau est ici l'un des plus denses au monde, grâce aux différentes antennes de l'Institut français et des Alliances françaises. Je pense également à notre action dans le domaine scolaire avec nos deux lycées internationaux de Tokyo et de Kyoto.

Pour mieux faire connaître la France, nous pouvons aussi nous appuyer sur les nombreux échanges qu'entretiennent nos sociétés, avec nos artistes au sein de la Villa Kujoyama, mais aussi nos chercheurs et nos étudiants.

L'attractivité de la France, le renforcement de nos liens, ne se jouent pas uniquement sur le terrain économique. A cet égard, j'attache une importance toute particulière à la mobilité de nos étudiants, à l'heure où le gouvernement japonais agit également en ce sens. C'est, j'en suis convaincu, l'une des manières les plus efficaces d'enrichir nos relations et de bâtir ensemble des projets communs. Il y a de nombreux accords de coopération entre universités japonaises et françaises, et cette relation est ancienne et très active. Elle se renforce avec des double diplômes entre les grands établissements français et japonais, par exemple entre Waseda et Science Po, l'ESSEC et Keio. Je tiens d'ailleurs à saluer les étudiants de l'université Meiji qui sont, me dit-on, nombreux dans cette salle aujourd'hui. L'objectif est de doubler le nombre d'étudiants japonais en France et d'étudiants français au Japon : nous comptons sur tous les acteurs de la coopération universitaire mais aussi sur vous pour atteindre cet objectif. De cette manière, nous bâtirons un avenir placé sous le signe de l'excellence entre nos nations.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

En cette année du 160<sup>e</sup> anniversaire de nos relations diplomatiques, je suis heureux de vous apporter un message d'amitié et de confiance. Face aux défis du siècle en cours, je souhaite que notre coopération soit un exemple qui prouve au plus grand nombre que le dialogue, l'ouverture, l'action en faveur du multilatéralisme sont les seules manières efficaces et réalistes de contribuer à la paix et à la stabilité internationale. Je vous remercie.

Q - (Lycée français international de Tokyo) - Monsieur le Ministre, merci pour cette intervention vraiment intéressante. Je suis une élève du Lycée français international de Tokyo. Et je souhaitais savoir comment nous, jeunes Français, jeunes Japonais, jeunes Franco-japonais, nous pouvons être acteurs en valorisant la Francophonie, notre

multiculturalisme, et notre mobilité future, dans un monde globalisé.

Q - (Université Meiji) - Merci pour votre intervention. Je souhaiterais savoir comment la France entend se positionner face à l'Allemagne, au Royaume-Uni, ou aux autres pays européens qui veulent eux-aussi se rapprocher de l'Asie.

R - La réponse à la deuxième question est délicate car vous allez m'inciter à me mettre mal avec mes collègues britannique et allemand. Et même si je suis loin, je crains qu'ils ne l'entendent. Et donc, ce n'est pas à moi de dire, lequel de nous trois, pays alliés, est le plus proche d'une relation partenariale avec le Japon. Elle existe entre la Grande Bretagne et le Japon. Elle existe en l'Allemagne et le Japon. Ce sont leurs affaires, et ce sont les vôtres. Ce que par contre je peux dire, et je l'ai indiqué dans mon propos, c'est qu'il va y avoir un acte important de l'Union européenne - alors, la Grande Bretagne en sera toujours membre à ce moment-là mais plus pour longtemps - qui sera la validation de l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et le Japon. J'en ai exposé rapidement quelques lignes mais ce processus va être essentiel. Et logiquement, il devrait pouvoir être validé officiellement en juillet lors du sommet entre l'Union européenne et le Japon. Et c'est une chance considérable à laquelle participeront et l'Allemagne, et la France. C'est une chance considérable pour une relation partenariale qui sera, je crois, exemplaire. Nos relations avec le Japon sont très anciennes, cela a été indiqué tout à l'heure par les propos introductifs du président. Nous entendons les poursuivre avec beaucoup de détermination. Le Président Macron viendra en visite officielle d'Etat au Japon cette année. La date est en cours de définition, ce qui montre bien que dès la première année de son mandat, il y aura cette marque d'attention spécifique à l'égard de votre pays.

Sur la première question, ce qui compte vraiment, c'est que les acteurs d'un renforcement de la relation amicale et partenariale entre le Japon et la France, fasse preuve d'initiative, d'imagination, de créativité, et de mobilité. Il n'y a à mon avis pas assez d'étudiants français au Japon, et pas assez d'étudiants japonais en France. C'est deux mille et dix mille. Ce n'est pas suffisant par rapport à l'ampleur de la population japonaise, et par rapport à l'attractivité mutuelle que nous exerçons l'un sur l'autre. Donc il nous faut, je crois, renforcer cette dynamique-là. Autrement, on stagnera, et nous ne serons pas au rendez-vous des nombreux défis qui sont devant nous. Mais, je crois l'avoir dit en commençant mon propos, je vous dis à vous, élèves du Lycée français : ce qui nous unit, c'est la démocratie, ce qui nous unit, c'est un certain nombre de valeurs, alors que nous sommes très loin l'un de l'autre et en particulier le fait que nous voulons développer le multilatéralisme comme élément d'organisation de la société mondiale. Et non pas la volonté de puissance, d'hégémonie, d'influence exclusive, et non pas non plus le protectionnisme et le repli. C'est l'enjeu central des années qui viennent. C'est à la jeunesse qui croit de porter cet enjeu.

Q - (Kyodo News) - Bonjour. Je suis journaliste à l'agence Kyodo News. Je m'appelle Jun Nagata. Je voudrais vous poser une question sur la Chine. Vous avez mentionné la visite du Président Macron cette année. Vous avez mentionné deux principes : équilibre et ouverture réciproque. M. Macron a promis qu'il irait en Chine au moins une fois par an. Je crois que c'est nécessaire de renforcer les liens avec la Chine, mais je crains que ce renforcement se fasse au détriment des critiques. Comment la France peut-elle développer son partenariat avec la Chine



sans perdre son franc-parler. Que pouvez-vous dire sur la position chinoise à l'égard de la Corée du Nord ?

Q - (AFP) - Bonjour, Ursula Hyzy de l'Agence France Presse. Une question relative aux investissements japonais en France, et à l'installation de sociétés japonaises en France, relative au Brexit. Où en sont les contacts pour attirer les entreprises japonaises vers Paris plutôt que vers les autres capitales ?

R - Sur la première réflexion, que je comprends très bien, je dois vous rappeler, mais sans doute le savez-vous, qu'en ce qui concerne les réunions annuelles, elles existent déjà entre la France et le Japon au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, une fois par an. Ce n'est donc pas un statut spécifique. C'est à l'égard de la Chine la reconnaissance de la nécessité d'avoir des relations régulières. Et nous en avons avec le Japon une fois par an depuis déjà pas mal d'années. Et nous avons une fois par an aussi, et c'est l'occasion de ma venue ici, la rencontre « 2 + 2 », c'est-à-dire des ministres des affaires étrangères et de la défense des deux pays. Et puis votre ministre des affaires étrangères est aujourd'hui en Chine. Mais il va revenir. Donc il faut parler avec les Chinois. Mais il faut parler franchement. Vous parliez de l'atténuation du franc-parler si d'aventure on se fréquente de trop, ce n'est pas une inquiétude que j'ai, pour le moment, connaissant le fonctionnement du Président Macron et sa franchise dans les propos. Mais c'est quand on parle franchement qu'on peut avancer. Si on utilise des mots ou des termes, pardonnez-moi l'expression, « diplomatiques » - ce n'est pas convenable de dire cela dans mes fonctions - quand on essaye de cacher, de biaiser, on n'avance pas. La France a choisi la voie du franc-parler, et c'est la meilleure manière d'avoir de bonnes relations, des relations claires. Et c'est en ce sens que les discours qui ont été tenus en Chine par le Président Macron sont d'une grande franchise. Mais nos partenaires demandent cela aussi. C'est aussi une forme de respect. Et c'est en tout cas comme cela que cela a été perçu par nos partenaires chinois.

Sur l'autre question, concernant l'attractivité de la France à la suite du Brexit, j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs chefs d'entreprises japonais hier soir, et je vais en rencontrer d'autres aujourd'hui. Le discours est clair pour nous. Premièrement, la présence de la Grande Bretagne dans l'Union européenne, c'est fini. Parce que j'avais senti qu'il y avait encore peut-être des esprits qui disaient « Mais, peut-être que ... ». Non ! C'est fini. Et donc il faut que les entreprises japonaises en tirent les conséquences. C'est fini, on vient de se mettre d'accord sur la procédure de divorce, et ensuite nous allons établir la manière dont nos relations dans le futur seront mises en oeuvre. En mars 2019, ce sera la fin. La Grande Bretagne ne va pas devenir notre ennemie. On vivra d'une autre manière avec elle. Alors, quelle va être notre relation entre la Grande Bretagne et l'Union européenne, par rapport à la question que vous posez, l'attractivité de places autres que la Grande Bretagne pour des entreprises japonaises ? D'abord, il faut que la Grande Bretagne dise comment elle veut vivre avec l'Union européenne. Elle ne l'a pas encore dit. Elle doit le dire avant que les chefs d'Etat et de gouvernement ne donnent mandat à M. Barnier pour poursuivre la négociation avec la Grande Bretagne. Elle n'aura pas de traitement de faveur. Elle aura un type de rapport avec l'Union européenne comme d'autres pays peuvent l'avoir, mais avec des règles qui seront moins favorables de toute façon, évidemment, à ce qui aujourd'hui fait la manière d'être ensemble des différents pays européens prévue par des textes. Evidemment, je souhaite que la France accueille le plus possible d'entreprises japonaises, mais c'est le choix des entreprises japonaises d'apprécier leur intérêt et c'est notre choix à nous, notre action à nous, de dire « oui la Grande Bretagne, c'est terminé, et voilà ce que nous offrons pour vous accueillir ». L'histoire, ce n'est pas secondaire, la formation, l'éducation, notre compétitivité retrouvée, nous attractivité, c'est ce que j'ai déjà

dit hier soir et c'est ce que je continuerai à dire aujourd'hui.

Q - (Maison franco-japonaise) - Il y a deux facteurs qui ont fait défaut dans votre intervention. Vous avez parlé de l'attractivité de la France, mais pas de l'attractivité de la Bretagne, votre pays d'origine, ni de l'attractivité de votre personnalité. J'ai trouvé sur internet que, lorsque vous étiez ministre de la défense, vos collaborateurs, vos collègues vous appelaient « Doudou ». Est-ce vrai ? Et, j'aimerais savoir l'étymologie de votre nom breton. Il y a beaucoup de noms bretons, Le Goff, Le Pen, etc. qui signifient quelque chose.

R - Doudou d'abord. C'est un article de presse qui disait « Le Drian, doudou du Président ». Du Président Hollande à l'époque. Pour une raison simple, c'est qu'à un moment donné, j'étais ministre de la défense et j'étais aussi président de la région Bretagne, ce qui est anormal, mais nous étions dans une période où le terrorisme avait frappé la France. J'avais été réélu président de la région Bretagne, mais le Président Hollande m'avait demandé de continuer d'être ministre encore pendant un certain temps en raison de la gravité de la situation en France. Et en France, un doudou, c'est un objet dont un enfant ne peut pas se séparer. C'est pour cela qu'on m'a appelé le doudou. Je ne sais pas si je suis le doudou de Macron. Il faudra que vous lui demandiez quand il viendra.

L'autre question : d'après ce que je comprends, Le Drian n'est pas le vrai terme breton, il y a eu des évolutions d'écriture. Cela veut dire « tête dure ». Je ne sais pas si c'est un compliment.

Q - (Fondation du Japon) - Je suis directeur général de « Japonismes 2018 ». En tant que responsable de ce projet d'événements culturels en France, je voudrais vous demander si vous avez eu de nombreuses occasions de visiter le Japon en tant que président de la région Bretagne, comment trouvez-vous la culture japonaise ?

Q - (quotidien Yomiuri) - Je m'appelle Miyoshi du Yomiuri. Je souhaiterais vous interroger sur la situation dans la péninsule coréenne. En cas de conflit, quelle serait la contribution de la France, militaire ou politique ?

R - Vous posez les questions brutalement. Nous ne pensons pas que le règlement de cette crise soit militaire et nous faisons tout dans le cadre des Nations unies pour que le règlement de la crise se fasse de manière pacifique et qu'on aboutisse à une dénucléarisation de la péninsule qui soit durable. Il faut donc amener Kim Jong-un à la négociation. Et pour l'amener à la négociation, il faut mettre les sanctions nécessaires pour obliger les autorités nord-coréennes à venir débattre. Je ne connais pas d'acteur qui pense que la solution de la crise soit militaire. En tout cas, d'une initiative extérieure à la Corée du Nord. Il faut donc maintenir cette ligne avec beaucoup de fermeté. J'observe, comme vous la trêve olympique - parce que c'est la « trêve olympique » pour reprendre les expressions de la Grèce ancienne. Je ne suis pas sûr que la trêve durera. On peut profiter de la trêve pour parler. Si les acteurs se parlent, très bien. Je me rendrai à l'ouverture des Jeux pour représenter le président Macron dans dix jours. On verra ce qui se passe. Mais sur le fond, il faut les amener à la négociation, et pour les amener à la négociation, il faut mettre en oeuvre les sanctions et les faire respecter. Il y a eu un paquet de sanctions très important qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de sécurité au mois de décembre. Ces délibérations ont été adoptées par l'ensemble du Conseil de sécurité, y compris par la Russie et par la Chine. J'ai eu le sentiment lors du déplacement en Chine en début

d'année que la volonté des autorités chinoises était vraiment de faire respecter totalement ces engagements et de les appliquer pour eux-mêmes. Car ils ont effectivement une place importante dans le respect de ces engagements. Je les ai trouvés pour ma part très déterminés à le faire, parce que l'insécurité que fait régner l'accès de la Corée du Nord à l'arme atomique concerne le Japon mais concerne aussi la Chine. Donc il faut agir de cette manière. J'ai dit tout à l'heure notre attachement à la non-prolifération. C'est tout à fait essentiel. Le XX<sup>e</sup> siècle a au moins, au-delà de tous les conflits épouvantables qui ont été vécus, pu aboutir à des engagements de non-prolifération chimique et nucléaire. Il faut préserver cet acquis. Le règlement de la question coréenne a un lien avec le règlement de la question iranienne et vice-versa. Je ne parle pas à cet instant du risque chimique qui existe aussi aujourd'hui. Ces accords de non-prolifération sont menacés. Il faut que l'ensemble des démocraties que nous sommes puissions les faire respecter d'autant plus lorsque le risque est à proximité comme c'est le cas pour le Japon, mais c'est aussi désormais, avec l'ampleur de la portée que peuvent avoir les outils balistiques développés par la Corée du Nord, l'Europe. Voilà ce que je voulais vous dire sur ce point. Il faut faire respecter le droit, partout.

Sur la culture japonaise, il y a des liens avec la Bretagne, puisque le japonisme en peinture a beaucoup inspiré des peintres français qui venaient peindre en Bretagne. Vous voyez qu'au-delà même de ma visite il y a une permanence des attitudes et des affections.

Q - (Université Keio) - Je m'appelle Hayashi, j'enseigne l'économie à l'Université Keio. Face à la Chine, l'Allemagne semble privilégier sa relation économique, par exemple dans le domaine de l'industrie automobile. Que pensez-vous de ces divergences de vue entre la France et l'Allemagne sur le plan diplomatique ?

Q - (Université Meiji) - Je m'appelle Yamagishi de l'Université Meiji. La France met en avant son attractivité pour faire venir plus d'étrangers mais, dans le même temps, maintient une politique de fermeté face aux immigrants. Comment expliquez-vous cette contradiction ?

Q - Sur la Corée du Nord, en cas d'intervention militaire de la part de Washington, la France va-t-elle demander une autre résolution au Conseil de sécurité ?

R - Votre question est à peu près la même que la question précédente. Je réponds que, pour nous, la solution ne doit pas être militaire. Une initiative militaire serait désastreuse pour la sécurité de l'ensemble de la région. C'est ce que nous pensons. Je n'ai pas senti d'imminence de l'intervention militaire américaine. Le problème, c'est de forcer le retour à la table des négociations. Si vous évoquez en permanence une initiative militaire, vous dissuadez les acteurs de négocier.

Sur la première question, c'est à l'Allemagne de dire comment elle voit sa relation avec la Chine. Ce n'est pas à moi de m'en faire le porte-parole. Quand le ministre allemand des affaires étrangères viendra, vous lui direz. Mais ce que je peux dire, c'est deux choses : d'abord en ce qui concerne la position de la France, nous avons un statut particulier puisque nous sommes membre permanent du Conseil de sécurité. Et donc nous avons des relations

permanentes, tous les jours, avec les autorités chinoises ou les représentants de la Chine aux Nations unies. Et donc cela donne une posture différente, inévitablement ; deuxièmement, la politique commerciale de l'Union européenne dans laquelle se trouvent l'Allemagne et la France est de la responsabilité de l'Union européenne. Il n'y a donc pas la notion de différenciation à établir entre la France et l'Allemagne et nous sommes tous deux partenaires de l'accord de partenariat économique qui va être validé maintenant dans les semaines qui viennent. Après, la question, c'est l'influence. Chacun essaye d'avoir une attractivité qui correspond à ses potentialités et à ses volontés. C'est ce que j'essaie de faire devant vous en ce moment.

C'est difficile de répondre à cette question en deux minutes. Il y a un principe de base que la France respecte totalement, c'est le fait que les réfugiés ont le droit d'asile et qu'il faut que le droit d'asile soit respecté intégralement. Qu'est-ce qu'un réfugié ? C'est quelqu'un qui doit partir de son pays parce qu'il y a la faim, la violence, et la guerre, ou le risque d'emprisonnement. Et ces réfugiés-là sont accueillis par la France à partir du moment où ils ont demandé le droit d'asile et où ce droit d'asile est validé. L'autre sujet, c'est l'immigration économique, et sur ce plan-là, la France a une position qui consiste à dire : il faut d'abord faire en sorte que l'avenir, essentiellement des Africains qui tentent de traverser la Méditerranée pour de l'immigration économique, ait leur avenir d'abord en Afrique, et il faudrait aider les pays africains concernés à développer leur propre pays pour éviter ce type de migration qui n'aboutit pas à une véritable insertion. Sauf à établir que tel ou tel pays de l'Union européenne veuille accueillir un nombre d'émigrés économiques qui corresponde à ses besoins de développement économique. C'est leur propre choix. Mais il faut bien établir la distinction et c'est ce que nous faisons avec beaucoup de rigueur : être très ouverts sur le droit d'asile et très clairs et très nets sur la migration économique./.